

LE 6 DÉCEMBRE, UNE ÉTAPE VERS LE FRONT DES FRANÇAIS! UN DOCUMENT RÉVÉLATEUR...

Madame Delort, Messieurs Le Coq et Nuz (E.D.F.-G.D.F.) viennent de nous quitter pour «rejoindre la C.G.T.».

En soi, l'événement n'a rien d'exceptionnel et d'autres camarades font la démarche en sens inverse. C'est ainsi que récemment, le bureau du syndicat C.F.D.T. de la C.N.T.C est passé en bloc à F.O., cela se traduit d'ailleurs par des résultats électoraux spectaculaires que nos camarades trouveront par ailleurs.

Dans le bâtiment, des militants C.G.T., pour un certain nombre d'entre eux, appartenant même au P.C., ont également rejoint notre organisation. La différence est, qu'en règle générale, contrairement à nos voisins syndicaux, nous nous interdisons d'utiliser la démarche de ces camarades contre leurs anciens compagnons... question d'éthique!...

Ce qui est intéressant, c'est que Mme Delort, MM. Lecoq et Nuz aient jugé utile d'expliquer publiquement leur révolution dans une lettre ouverte adressée à notre camarade Roux. Mieux encore, cette lettre fait l'objet d'une distribution sans commentaire ni restriction de la C.G.T.

Nos ex-camarades commencent par affirmer:

«Lors de sa naissance, FORCE-OUVRIERE était porteuse, sur le plan syndical, des mêmes espérances que l'on appelle aujourd'hui, sur le plan politique, «le Socialisme à visage humain»...»

Il est pour le moins inhabituel de voir la C.G.T. expliquer que la scission fut faite pour le «Socialisme à visage humain». Mais qu'est-ce que le «Socialisme à visage humain»? L'expression est née en Tchécoslovaquie. Elle fait suite au Printemps de Prague. Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'en Tchécoslovaquie même, la «normalisation» (affaire intérieure des Tchécoslovaques disent les camarades de la C.G.T.) a brutalement mis fin à l'aide des chars de l'armée russe, aux «espérances» du «Socialisme à visage humain». Et, au moment même où nos ex-camarades écrivaient leur lettre, le gouvernement Tchécoslovaque exhuma les restes calcinés de l'étudiant Jan Palach pour empêcher les travailleurs de Prague d'aller fleurir sa tombe.

Mais cette allusion au Socialisme au visage humain semble vouloir indiquer qu'en 1948, la scission a été faite pour des raisons de politique internationale. Si nos ex-camarades l'ont cru, ils ont été victimes d'une propagande intéressée et cela expliquerait leur démarche d'aujourd'hui qu'ils essaient de justifier de la façon suivante:

«Les choses ayant heureusement évolué depuis 1948, il eut été normal que F.O. se rapproche de la C.G.T. tout comme le P.S. s'est rapproché du P.C., des radicaux et se rapproche du P.S.U.»

Je ne vois pas en quoi les choses ont heureusement évolué depuis 1948 et, en tout cas, je ne vois pas au nom de quoi la nécessité de maintenir l'indépendance du mouvement syndical pourrait être remise en cause... Pourtant lorsque les mêmes écrivent:

«Si demain, la gauche soutenue par la C.F.D.T., la C.G.T. et la F.E.N. arrive au pouvoir, F.O. aura-t-elle le même rôle à son égard que celui qu'ont tenu certains syndicats de mineurs et de camionneurs au Chili, contre le gouvernement d'unité populaire».

C'est très exactement ce qu'ils veulent faire.

Précisons à l'intention des partisans de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. que le *Syndicat des Camionneurs* est affilié à la C.M.T., c'est-à-dire à la même internationale que la C.F.D.T.

Quant au *Syndicat des Mineurs*, nous considérons effectivement, que même sous un gouvernement «*d'Unité Populaire*», il a eu parfaitement raison de continuer à défendre les intérêts de classes de ses mandants.

J'ajoute qu'au demeurant, ce n'est pas le *Syndicat des mineurs* qui a renversé le gouvernement Allende, mais bel et bien la démocratie chrétienne, qui, après l'avoir soutenu, a justifié le coup d'état militaire, et il n'est pas inutile de voir comment dans le journal «*La Croix*», René Pascal, dans un article intitulé: «*De l'action des Catholiques*» tente de justifier la politique des démocrates chrétiens:

«...Or, tranquillement, à la face de la conscience internationale, par la voie d'un journal madrilène, M. Frei affirmait: «les militaires ont sauvé le pays». A la fin de l'interview, saint Thomas - soi-même - perçait sous M. Frei puisque celui-ci évoquait les cas où la révolte devient un devoir.

Assurément, le Chili c'est loin.

Il faut faire montre de prudence dans les appréciations. D'autant que la morale politique ne peut être qu'une morale de situation. En outre, la fonction du politique n'est pas celle du prophète. Celui-ci doit crier à tous vents: Est, est; non, non». Celui-là doit être efficace. Pour avoir barre sur Pinochet, Eduardo Frei doit, peut-être, se résigner à l'exalter chez Franco.

On verra plus tard si la déclaration d'Eduardo Frei est une faute ou un acte politique habile; si par ce biais quelques vies humaines - dont celle du secrétaire général du parti communiste - peuvent être négociées et sauvées, Eduardo Frei sera à moitié pardonné. En tout état de cause, il fait surseoir au verdict. Le jugement politique ne peut être prononcé que sur longue durée.

En veut-on un exemple? Considérez Kadar. On s'accorde, aujourd'hui, à admettre qu'en pactisant avec l'atrocité. Il a su faire «décoller» et déverrouiller un tantinet la Hongrie, Frei saura, peut-être, sur un lustre, faire aussi bien que Kadar»... (1)

Et voilà. Eduardo Frei-Kadar... Cette politique ignoble, fondée sur la liquidation physique des militants ouvriers au Chili, en Hongrie, ou en Tchécoslovaquie, porte un nom: «*la coexistence pacifique*» (contre la classe ouvrière mondiale).

C'est au nom de cette politique que certains voudraient obliger la C.G.T.-F.O. à passer sous les fourches caudines du programme commun et de l'Union de la Gauche.

Comme en 1948, au nom des intérêts spécifiques de la classe ouvrière: nous disons non!

Alexandre HÉBERT.

(1) «*La Croix*» - 20 octobre 1973.